



**PRÉFÈTE
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

dossier n° PC 011 426 17 D0004-T01

date de dépôt : 09 décembre 2020

demandeur : CAP SOLAR 79, représenté par
LORIOT JEROME

pour : transfert de permis

adresse terrain : lieu-dit LA VERDURE, à
Villegly (11600)

ARRÊTÉ
transférant un permis de construire
au nom de l'État

La préfète de l'Aude,

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le permis délivré en date du 28/05/2019 portant sur la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur un terrain situé lieu-dit La Verdure, à Villegly (11600) pour une surface de plancher créée de 80m² ;

Vu la demande de transfert présentée le 09/12/2020 par la société CAP SOLAR 79 représentée par LORIOT Jérôme, demeurant 315 rue Samuel Morse à MONTPELLIER (34000)

Vu l'accord du bénéficiaire initial ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1

Le TRANSFERT du permis susvisé est ACCORDÉ. Les prescriptions antérieures émises dans l'arrêté de permis de construire en date du 28/05/2019 restent applicables.

Article 2

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de VILLEGLY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Carcassonne, le

19 JAN. 2021

La préfète,


Sophie ELIZEON

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.